RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE/INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel no 457 • mars-avr. 2016 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro - 2,50 FS - 2 \$ can.

LE PARTI SOCIALISTE AU POUVOIR

Une politique d'attaques et de désorientation de la classe ouvrière

Avec sa réforme du Code du travail, le gouvernement socialiste mène une énième attaque contre les conditions de vie des travailleurs. Jour après jour, mesure après mesure, la précarité des salariés, des chômeurs et des retraités augmente lentement mais inexorablement. La gauche de la bourgeoisie profite ici de la faiblesse de notre classe; elle sait que le prolétariat, empêtré dans de lourdes difficultés, est incapable d'opposer à ces attaques incessantes un grand mouvement de masse. Mais la bourgeoisie la plus clairvoyante sait aussi autre chose:

la classe ouvrière n'a peut-être plus conscience qu'elle est capable de renverser le capitalisme et d'offrir une alternative à toute l'humanité, elle n'a peut-être plus conscience de sa propre force quand elle est unie et organisée, ni même qu'elle existe. Il n'en reste pas moins qu'elle existe, qu'elle a en elle une immense force potentielle et qu'elle est bel et bien en mesure de faire surgir la société communiste! La bourgeoisie est intelligente, c'est même la classe dominante la plus intelligente de l'histoire. Elle tire des leçons et si cette histoire lui

a bien appris une chose, c'est qu'elle ne doit surtout pas sous-estimer son ennemi mortel. C'est pourquoi le Parti socialiste, si habile et expérimenté contre la classe ouvrière, mène une politique intense pour désorienter et atomiser les travailleurs. Sa démarche est préventive. Il travaille sans relâche à entretenir et même à renforcer les faiblesses actuelles du prolétariat. Tel est le sens des grandes campagnes médiatiques de ces derniers mois.

Par exemple, les manifestations des taxis et des agriculteurs ont bénéficié d'une immense publicité. Pourquoi? D'abord, l'ampleur du mécontentement à contenir est une réalité. Ceci dit, les blocages de taxis ou de tracteurs ne présentent pas une réelle menace pour l'ordre établi. C'est pour cette raison que les projecteurs ont pu être braqués sur les pneus qui brûlent, les autoroutes bloquées, les supermarchés dévastés : autant d'actions spectaculaires présentées comme radicales et... "efficaces", puisque les portes des ministères se sont immédiatement ouvertes, elles aussi avec grand bruit. La grande distribution a été reçue par le Premier ministre et les fameux VTC,

véhicules de tourisme avec chauffeurs, concurrents directs des taxis, ont été soumis à une réglementation beaucoup plus stricte.

Ce n'est pas exactement par hasard si, au même moment, les syndicats de fonctionnaires ont appelé à une journée de grève stérile sur la question des salaires. Le gouvernement a clamé haut et fort que d'augmentation, il n'en était pas question. Les médias en chœur ne se sont pas privés de souligner le contraste entre "l'impuissance" des "fonctionnaires en lutte" et

(suite page 3)

MOYEN-ORIENT

L'obsolescence historique de l'État-nation

Nous publions ci-dessous la traduction d'une contribution d'un sympathisant du CCI sur la situation au Moyen-Orient. La version originale est disponible sur notre site en anglais.

Le MILITARISME et la guerre, expressions principales du mode de vie du capitalisme depuis environ un siècle, sont devenus les synonymes de la désintégration du système capitaliste et de la nécessité de le renverser. La guerre, dans cette période et dans l'avenir, est une question cruciale pour la classe ouvrière.

Dans la période ascendante du capitalisme, les guerres pouvaient encore être un facteur de progrès historique, conduisant à la création d'unités nationales viables et servant à étendre le mode de production capitaliste à l'échelle mondiale : "depuis la formation de l'armée des citoyens, de la Révolution française au Risorgimento italien, de la guerre d'Indépendance américaine à la guerre civile, la révolution bourgeoise a pris la forme de luttes de libération nationale contre les royaumes réactionnaires et les classes abandonnées par la féodalité. (...) Ces luttes avaient pour principal but de détruire les superstructures politiques surannées de la féodalité, de balayer l'esprit de clocher et l'auto-

M 02485 - 457 - F: 1,30 € - RD

suffisance, qui empêchaient la marche vers l'unification du capitalisme" (1). Comme Marx l'a écrit dans sa brochure à propos de la Commune de Paris, La Guerre civile en France: "Le plus gros effort d'héroïsme dont la vieille société est encore capable est la guerre nationale."

En revanche, la guerre d'aujourd'hui et depuis les cent dernières années ne peut jouer qu'un rôle réactionnaire et destructeur et menace maintenant l'existence même de l'humanité. La guerre devient un mode d'existence permanent pour tous les États-nations, qu'ils soient grands ou petits. Alors que chaque État ne dispose pas des mêmes movens pour poursuivre la guerre, ils sont tous soumis à la même dynamique impérialiste. L'impasse du système économique oblige les nations, vieilles ou jeunes, à adopter une politique de capitalisme d'État, sous peine de mort; et cette politique est mise en œuvre par les partis bourgeois, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche. Le capitalisme d'État constitue une défense raffinée de l'État-nation et une attaque permanente contre la classe ouvrière.

Dans la période ascendante du capitalisme, la guerre avait tendance à se payer elle-même, à la fois économiquement et politiquement, en brisant les barrières du développement capitaliste. Dans la phase de décadence, la guerre est une dangereuse absurdité, devenant de plus en plus séparée de toute justification économi-

1) Brochure du CCI : Nation ou classe.

que. Il suffit de regarder les vingt-cinq dernières années de prétendue "guerre pour le pétrole" au Moyen-Orient pour s'apercevoir qu'il faudrait des siècles pour qu'elle soit rentable, et encore, à condition que la guerre cesse dès maintenant.

La nation est un symbole de la décadence du capitalisme

Consacrer une grande part des ressources nationales à la guerre et au militarisme est maintenant normal pour tout État, et c'est ce qui se passe depuis le début du XXe siècle; cela s'est seulement intensifié aujourd'hui. Ce phénomène est directement lié à l'évolution historique du capitalisme : "La politique impérialiste n'est pas l'œuvre d'un pays ou d'un groupe de pays. Elle est le produit de l'évolution mondiale du capitalisme à un moment donné de sa maturation. C'est un phénomène international par nature, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun État ne saurait se soustraire" (2). La position qu'on adopte sur la guerre impérialiste détermine de quel côté de la barrière de classe on se trouve; soit l'on défend la domination du capital à travers la défense de la nation et du nationalisme (compatibles avec à la fois le trotskisme et l'anarchisme), soit l'on défend la classe ouvrière et l'internationalisme contre toute forme de na-

2) Brochure de Junius, la crise de la social-démocratie, 1915, Rosa Luxemburg. Ed. Les Amis de Spartacus. 1994, ch. VII. p. 127. tionalisme. Les "solutions" nationales, les identités nationales, la libération nationale, les "conflits" nationaux, la défense nationale : tout cela ne sert que les intérêts impérialistes, donc capitalistes. Ceux-ci sont diamétralement opposés aux intérêts de la classe ouvrière : la guerre de classe devra en finir avec l'impérialisme, ses frontiè-

res et ses États-nations.

En 1900, il y avait quarante nations indépendantes; au début des années 1980, il y en avait presque 170. Aujourd'hui, il y en a 195. Le dernier État, le Soudan du Sud, reconnu et soutenu par la "communauté effondré dans la guerre, la famine, la maladie, la corruption, la loi des seigneurs de guerre, le gangstérisme : c'est une autre expression concrète de la décomposition du capitalisme et de l'obsolescence de l'État-nation. Les nouveaux États-nations des XXe et XXIe siècles ne sont pas l'expression d'une croissance de jeunesse, mais sont nés séniles et stériles, aussitôt empêtrés dans les rets de l'impérialisme, avec leurs propres moyens de répression interne (ministère de l'Intérieur, services secrets et armée nationale) et de militarisme externe avec les pactes, les protocoles d'accords de défense mutuelle. l'implantation de conseillers et de bases militaires par les plus grandes puissances.

"[Aujourd'hui, la phrase nationale] ne sert plus qu'à masquer tant bien que mal les aspirations impérialistes, à moins qu'elle ne soit utilisée comme cri de guerre, dans les conflits impérialistes, seul et ultime moyen idéologique de capter l'adhésion des masses populaires et de leur faire jouer leur rôle de chair à canon dans les guerres impérialistes" (3). Depuis que Rosa Luxemburg a écrit ces lignes, il n'y a plus eu de révolution bourgeoise dans les pays sous-développés, mais seulement des luttes de cliques entre gangs

3) *Idem*, ch. VII, p. 128

(suite page 2) Dans ce numéro La classe ouvrière et les guerres du capitalisme en décomposition Des habits neufs au service de l'empereur capitaliste Scandale sanitaire à Flint (Michigan) Le capitalisme est un poison XXIe Congrès du CCI (2e partie) 40 ans après la fondation du CCI La politique allemande et le problème des réfugiés (1re partie) Un jeu dangereux avec le feu

Moyen-Orient : l'obsolescence historique de l'État-nation

bourgeois rivaux et leurs appuis impérialistes locaux et mondiaux. L'État militariste et la guerre deviennent le mode de survie pour l'ensemble du système comme pour chaque nation, chaque proto-État, toute expression nationaliste, chaque identité ethnique ou religieuse deviennent l'expression directe de l'impérialisme.

Regardons de plus près le rôle réactionnaire de l'État-nation à travers un bref aperçu de la situation au siècle dernier dans l'importante région du monde que constitue le Moyen-Orient.

La guerre au Moyen-Orient : de la Première Guerre mondiale à la Guerre du Golfe

Les nations capitalistes ont été préservées et leur nombre a même été multiplié par quatre, tout au long des cent dernières années. Mais le programme démocratique bourgeois et les tendances unificatrices sont morts et enterrés ; désormais les "peuples" ne peuvent qu'être soumis à la répression ou mobilisés comme chair à canon pour défendre les intérêts impérialistes. "Pour compléter le tableau, les nouvelles nations surgissent avec un péché originel : ce sont des territoires incohérents, formés par un agrégat chaotique de différentes religions, économies, cultures. Leurs frontières sont pour le moins artificielles et incluent des minorités appartenant aux pays limitrophes; tout cela ne peut que mener à la désagrégation et à des confrontations permanentes" (4).

Cela est illustré par la multitude de nationalismes, d'ethnies et de religions qui cohabitent au Moyen-Orient. Les trois religions principales sont ici démultipliées en une myriade de sectes, avec des conflits internes et externes permanents: les chiites, sunnites, maronites, chrétiens orthodoxes et coptes, les alaouites, etc. Il y a des minorités linguistiques importantes et de plus en plus de peuples sans terre: les Kurdes, les Arméniens, les Palestiniens et maintenant les Syriens.

La Première Guerre mondiale a vu l'effondrement de l'Empire Ottoman et de ses trésors, ainsi que le renforcement de la position stratégique du Moyen-Orient (entre l'Est et l'Ouest, l'Europe et l'Afrique, le canal de Suez, le détroit des Dardanelles) qui suscitait la cupidité des grandes puissances. Même avant que le pétrole ne soit découvert dans cette région, et bien avant que l'on ne se rende compte de l'ampleur des réserves de pétrole, la Grande-Bretagne avait mobilisé 1,5 million d'hommes de troupes dans la région. Ayant résisté à la menace représentée par l'Allemagne et la Russie, et malgré les rivalités existant entre la Grande-Bretagne et la France, ces deux puissances ont donné leur forme aux pays de cette région : la Syrie, l'Irak, le Liban, la Transjordanie, l'Iran, l'Arabie saoudite, le "protectorat" palestinien, les frontières de ces pays ont été dessinées par les deux pouvoirs impérialistes victorieux, chacun surveillant à la fois ses partenaires et les anciens rivaux du coin de l'œil. Ces "nations" absurdes sont devenues un terreau fertile pour une instabilité et des conflits ultérieurs, pas seulement à cause des rivalités entre grandes puissances mais aussi à cause de luttes régionales entre elles. Cela a souvent donné lieu à des déplacements massifs de populations, justifiés par la nécessité de former des entités nationales distinctes: en un mot, elles ont fertilisé le sol pour les pogroms, l'exclusion, la violence entre les religions et les sectes que nous sommes obligés de supporter aujourd'hui; de plus,

4) "Bilan de 70 années de luttes de libération nationales – Les nouvelles nations" (3° partie), *Revue internationale* nº 69, pp. 20-21.

cette violence se répand et devient de plus en plus dangereuse : sunnites contre chiites, juifs contre musulmans, chrétiens contre musulmans et des sectes encore plus anciennes qui auparavant étaient laissées tranquilles, mais qui sont maintenant entraînées dans le maelström impérialiste. La région est devenue une fusion violente des régimes totalitaires, de conflits religieux, de terrorisme et de la loi des seigneurs de guerre, une preuve supplémentaire qu'il n'y a pas de solution à la barbarie capitaliste, à part la révolution communiste. Avec la Déclaration Balfour, en novembre 1917, l'Angleterre avait promis un soutien à l'installation d'une patrie juive en Palestine; elle pensait l'utiliser en tant qu'alliée locale contre ses grands rivaux. C'est dans le cadre militariste de luttes sanglantes avec les dirigeants arabes que l'État sioniste est né (5). Les États-Unis, principal bénéficiaire de la Première Guerre mondiale, commencèrent à supplanter la Grande-Bretagne comme premier gendarme du monde et cela devint une évidence au Moyen-Orient.

La contre-révolution stalinienne des années 1920-30, aidée et encouragée par les puissances occidentales, a entraîné l'augmentation des machinations impérialistes au Moven-Orient jusqu'à et pendant la Seconde Guerre mondiale. À cette période, les Turcs, les factions arabes et les sionistes oscillaient entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne; la majorité choisit l'Allemagne. Cette région était importante pour les deux grandes puissances (6), mais elle a été relativement épargnée par les destructions, dans la mesure où les champs de bataille principaux se trouvaient en Europe et dans le Pacifique. Dans l'ensemble, et la fin de la guerre devait le confirmer, la Grande-Bretagne et la France ont mené une guerre perdue d'avance au Moyen-Orient et ailleurs, car la hiérarchie impérialiste a été bousculée par l'émergence de la superpuissance américaine. Ceci fut encore renforcé par la création d'un État sioniste, qui a été fortement soutenu par les États-Unis (et aussi au début par la Russie), au détriment des intérêts nationaux britanniques. L'établissement de l'État-nation d'Israël a déterminé une nouvelle zone de conflits dont la naissance a entraîné la création d'un énorme et permanent problème de réfugiés qui, en grossissant, a renforcé un état de siège militaire permanent. L'existence d'Israël est probablement l'un des exemples les plus frappants de la façon dont un pays formé dans la décadence capitaliste est encadré par la guerre, survit par la guerre et vit dans la peur constante de la guerre.

Un autre chapitre de l'impérialisme a été ouvert lorsque le Moyen-Orient est devenu un enjeu de la Guerre froide entre les blocs américain et russe qui se sont consolidés après la Seconde Guerre mondiale et ont effectué plusieurs interventions par l'engagement interposé de puissances militaires entre les deux grands. Ainsi, lors des guerres israélo-arabes de 1967 et 1973, les deux blocs s'affrontaient d'une certaine façon par procuration; les victoires écrasantes d'Israël ont considérablement réduit la capacité de l'URSS à maintenir les points d'appui qu'elle avait établis dans la région, en particulier en Égypte. Dans le même temps, déjà dans les années 1970 et au début des années 1980, on a pu voir les germes des conflits multipolaires et chaotiques qui ont caractérisé la période qui a suivi l'effondrement de l'URSS et de son bloc. Le renversement du Shah

d'Iran en 1979 a entraîné la formation d'un régime qui a tendu à s'affranchir du contrôle des deux blocs. La tentative de la Russie de se renforcer en profitant du nouvel équilibre des forces dans la région, sa tentative d'occupation de l'Afghanistan en 1980, l'a entraînée dans une longue guerre d'usure qui a grandement contribué à l'effondrement de l'URSS. Au même moment, en favorisant le développement des moudjahidines islamistes, incluant le noyau qui allait devenir Al Qaïda pour lutter contre l'occupation russe, les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Pakistan étaient en train de fabriquer un monstre qui leur mordrait bientôt la main. Pendant ce temps, l'impérialisme américain procédait au retrait de ses troupes du Liban, qu'il n'avait pas réussi à soustraire aux forces agissant comme mandataires de l'Iran et de la

C'est durant cette période que l'on assiste au début de la perte de puissance des États-Unis, qui est à la fois une expression et une contribution à la décomposition ambiante d'aujourd'hui. Après l'effondrement du bloc russe est venue la désintégration des alliances autour des États-Unis et le développement centrifuge du chacun pour soi des différentes nations. Les États-Unis ont réagi énergiquement à cette situation, tentant de rassembler leurs alliés en lancant la Guerre du Golfe de 1990-91, qui a abouti à la mort d'environ un demi-million d'Irakiens (alors que Saddam Hussein restait en place). Mais la réalité de cette tendance était trop forte et la domination américaine avait irrémédiablement vécu. Après le 11 septembre 2001, les néo-conservateurs évangéliques agissant pour le compte de l'impérialisme américain ont engagé de nouvelles guerres en Afghanistan et en Irak, prenant l'apparence d'une croisade contre l'Islam, attisant ainsi les flammes du fondamentalisme islamique.

Aujourd'hui, on assiste à un glissement plus profond dans la barbarie capitaliste

Dans le film de 1979 réalisé par Francis Ford Coppola, Apocalypse now, un colonel renégat américain demande au tueur à gages appointé par la CIA ce qu'il pense de ses méthodes; l'assassin répond : "je ne vois aucune méthode." Il n'y a pas de méthode dans les guerres d'aujourd'hui au Moyen-Orient, à l'exception d'un grand précepte : "faites ce que vous voulez". Il n'y a aucune justification économique (des milliards de dollars sont partis en fumée juste pour les guerres d'Irak et d'Afghanistan), seulement une descente permanente dans la barbarie. Aussi fictif qu'il soit, le personnage du colonel Kurtz dans le film est le symbole de l'exportation de la guerre "du cœur des ténèbres", qui se trouve en fait dans les centres principaux du capital plutôt que dans les déserts du Moyen-Orient ou les

jungles du Vietnam et du Congo. En Syrie aujourd'hui, il y a une bonne centaine de groupes qui combattent le régime et se battent entre eux, tous plus ou moins téléguidés par des pouvoirs locaux ou plus importants. La nouvelle "nation", le prétendu califat de l'État islamique, avec son propre impérialisme, sa chair à canon, sa brutalité et son irrationalité, est à la fois une expression à part entière de la décadence du capitalisme et le reflet de toutes les grandes puissances qui, d'une façon ou d'une autre, l'ont créé. L'État islamique est actuellement en expansion partout dans le monde, gagnant de nouvelles filiales en Afrique, s'emparant de Boko Haram au Nigeria. L'État islamique est également en concurrence avec les Talibans en Afghanistan, qui eux-mêmes sont en danger dans la région de l'Helmand,

qui a été si longtemps la base de l'armée britannique. Mais si l'État islamique était éliminé demain, il serait remplacé immédiatement par d'autres entités djihadistes, tels que Jahbat al-Nusra, une filiale de Al Qaïda. La "guerre contre le terrorisme" chapitre II, comme pour le chapitre premier, ne fera qu'augmenter le terrorisme existant au Moyen-Orient avec son exportation au cœur du capitalisme.

L'une des caractéristiques du nombre grandissant de guerres au Moyen-Orient est la réémergence de la Russie sur le plan militaire, avec pour couverture idéologique les "valeurs" de la vieille nation russe. Pendant la Guerre Froide, la Russie a été expulsée de l'Égypte et du Moyen-Orient en général, car sa puissance avait décliné. Maintenant, la Russie est réapparue, non sous la forme d'une tête de bloc comme avant (elle a seulement quelques ex-républiques anémiques comme alliées) mais comme une force drapée dans la décomposition qui doit soutenir l'impérialisme pour son "identité" nationale. La faiblesse de la Russie est évidente dans ses tentatives désespérées pour installer des bases en Syrie, les plus importantes pour elle à l'extérieur de son territoire. Un autre facteur qui aura une incidence importante, y compris pour elle, est l'actuel rapprochement entre les États-Unis et l'Iran, lié à l'accord sur le nucléaire de 2015. Cet accord exprime aussi une faiblesse fondamentale de l'impérialisme américain et est la source de tensions importantes entre les États-Unis et leurs principaux alliés régionaux, Israël et l'Arabie saoudite.

Quel que soit le côté où l'on regarde, le désordre impérialiste au Moyen-Orient devient de plus en plus impossible à démêler. Il existe aussi dans cette situation le positionnement de la Turquie, qui n'a pas hésité à verser de l'huile sur le feu de la guerre. Sa guerre contre les Kurdes n'aura pas de fin et par ses agissements, elle monte les uns contre les autres les États-Unis, la Russie et l'Europe. Ses relations avec la Russie en particulier se sont refroidies après la destruction d'un avion de chasse russe, alors qu'elle a utilisé le grossier prétexte d'attaquer l'État islamique pour pilonner des bases kurdes. Il y a la participation de l'Arabie saoudite qui, bien que prétendument alliée des États-Unis et de la Grande-Bretagne, a été un bailleur de fonds important pour différentes bandes islamistes dans la région, grâce à l'exportation non seulement de son idéologie wahhabite mais aussi des armes et de l'argent.

Aussi loin que les États-nations s'enfoncent dans la décadence, l'Arabie saoudite est l'une des pires farces historiques qu'on puisse trouver (7). Minée par la chute des prix du baril d'or noir, qui a été encouragée par l'Iran (désignant le pétrole non comme un facteur d'aiustement économique mais comme une arme impérialiste) et craignant que la théocratie iranienne rivale ne redevienne le gendarme de la région après ses récents accords avec les États-Unis, le régime saoudien a porté un coup contre l'Iran avec l'exécution du célèbre imam chiite Sheikh Nimr al-Nimr, et d'autres décapitations qui ont été à peine mentionnées dans les médias occidentaux. Cette provocation planifiée contre l'Iran montre un certain désespoir et une faiblesse du régime saoudien ainsi qu'un danger que la situation ne dérape et devienne hors de contrôle. Les actions récentes du régime saoudien révèlent à nouveau les tendances centrifuges de chaque nation au chacun pour soi et la difficulté des grandes puissances, particulièrement des États-Unis, à les contenir. Une chose est certaine

concernant l'épisode actuel de rivalité Iran-Irak : la perspective de l'aggravation de la guerre, des pogroms et du militarisme à travers la région, avec de multiples tensions et la précarité des alliances provisoires gagnant du terrain. Des accrochages étaient signalés plus loin en Égypte (que l'Arabie saoudite a financés dans le cadre de son combat contre les Frères musulmans) et tout cela ne pourra que s'aggraver.

L'État-nation du Liban a déjà été déchiré dans les années 1980; les tensions vont s'accroître maintenant et les conséquences de la rupture de cet État fragile seraient désastreuses, du moins pour Israël dont se poursuit la guerre larvée contre les factions palestiniennes et le Hezbollah.

Enfin, il faut mentionner le rôle grandissant de la Chine, même si ses principaux points de rivalité impérialiste (avec les États-Unis, le Japon et d'autres) se portent plutôt sur l'Extrême-Orient. Ayant émergé comme alliée subalterne de la Russie à la fin des années 1940 à 1950, la Chine a commencé à avoir un parcours indépendant dans les années 1960 (la "rupture sino-soviétique"), conduisant rapidement à une nouvelle entente avec les États-Unis. Mais, depuis les années 1990, la Chine est devenue le deuxième pouvoir économique mondial et cela a sérieusement élargi ses ambitions impérialistes, on le voit dans ses efforts pour pénétrer en Afrique. Pour le moment, elle a eu tendance à opérer aux côtés de l'impérialisme russe au Moyen-Orient, bloquant les tentatives américaines de discipliner la Syrie et l'Iran, mais son potentiel pour semer la panique dans l'équilibre mondial des puissances, accélérant ainsi la chute dans le chaos, reste dans une large mesure inexploité. Cela nous donne une preuve supplémentaire que le démarrage économique d'une ancienne colonie comme la Chine n'est plus désormais un facteur de progrès humain, mais apporte avec lui de nouvelles menaces de destructions, tant militaires qu'écologiques.

Nous avons commencé par étudier la nature réactionnaire de l'État-nation, autrefois expression du progrès, qui est maintenant devenue non seulement une entrave à l'avancée de l'humanité mais aussi une menace pour son existence même. L'éclatement virtuel des nations syrienne et irakienne, obligeant des millions de personnes à fuir la guerre et à éviter de se faire enrôler d'un côté ou d'un autre, la naissance de l'État islamique, le projet national de Jahbat al-Nusra, la défense patriotique du peuple kurde, tout cela sont des expressions de la décadence, de l'impérialisme qui n'a rien d'autre à offrir aux populations de ces régions que la misère et la mort. Il n'y a pas de solution à la décomposition du Moyen-Orient au sein du capitalisme. Face à cela, il est vital que le prolétariat maintienne et développe ses propres intérêts contre ceux de l'Étatnation. La classe ouvrière dans les pays centraux du capitalisme détient les clés de la situation, compte-tenu de l'extrême faiblesse du prolétariat dans les zones en guerre. Et bien que la bourgeoisie soumette la classe ouvrière des pays du cœur du capitalisme à un battage idéologique permanent autour des thèmes des réfugiés et du terrorisme, elle n'ose pas encore la mobiliser directement pour la guerre. Potentiellement, la classe ouvrière demeure la plus grande menace contre l'ordre capitaliste. Mais elle doit transformer ce potentiel en réalité si nous voulons éviter le désastre vers lequel nous courrons. Comprendre que les intérêts prolétariens sont internationaux, que l'État-nation n'est plus un cadre viable pour la vie humaine, sera une part essentielle de cette transformation.

Boxer, sympathisant du CCI, 13 janvier 2016

⁵⁾ Voir "Notes sur le conflit impérialiste au Moyen-Orient", 1^{re} partie, *Revue internationale* nº 115, p. 21.

⁶⁾ Voir "Notes sur le conflit impérialiste au Moyen-Orient", 3° partie, *Revue internationale* n° 118, été 2004.

⁷⁾ Nous reviendrons sur ce sujet dans un prochain article.

Le Parti socialiste au pouvoir...

la "relative réussite" des agriculteurs et des taxis. La bourgeoisie cherche ainsi à faire croire que la lutte efficace n'est pas celle des ouvriers, mais celle d'autres catégories sociales minoritaires et spectaculaires. Blocage et sabotage, tel serait le nec plus ultra du combat. En 2010-2011, lors du mouvement contre la réforme des retraites, la bourgeoisie française n'avait déjà eu de cesse de mettre en avant le blocage des raffineries prôné par les syndicats les plus "radicaux" et le risque de paralysie de l'économie qui en découlait prétendument (voir notre article : "Bilan du blocage des raffineries" (1). La classe dominante sait que ce type d'action est parfaitement inoffensif, comme des piqures de moustique sur la peau d'un éléphant puisqu'elles participent à diviser, à épuiser et à isoler les éléments les plus combatifs de la majorité des travailleurs. Les méthodes réelles de lutte de la classe ouvrière sont l'exact opposé.

Les agriculteurs et autres chauffeurs de taxis n'ont pas d'avenir en dehors du capitalisme. Ils forment cette couche intermédiaire de la société qui n'appartient pas aux grands groupes, qui n'a pas les moyens d'investir et d'exploiter en masse mais qui pour autant n'appartient pas au rang des prolétaires qui n'ont, eux, que leur force de travail à vendre pour vivre. Ce sont de petits propriétaires, de quelques champs ou de leurs véhicules ou de tout autre capital relativement modeste, qui ne rêvent que d'une seule chose : prospérer, accroître leurs biens et "réussir". Leur déception est d'autant plus grande quand, inexorablement, ils sont tour à tour broyés par le capital, sa concurrence effrénée et impitoyable comme par sa crise économique mondiale. De la décep-

1) *RI* nos 418 (décembre 2010-janvier 2011) et 420 (mars 2011).

tion à la frustration, de l'humiliation à la haine. Ces couches sociales qui s'apparentent plus ou moins à la petite-bourgeoisie sont incapables de mener des luttes qui remettent en cause le capitalisme. Au contraire, leurs actions coups de poings sont des cris qui reviennent à implorer la grande bourgeoisie de les respecter, voire de les protéger ou, plus exactement, de les réintégrer. Les petits propriétaires détenant leurs moyens de production se battent en regardant derrière eux. Ils tentent de résister à la force du capitalisme en se raccrochant à un passé idéalisé où ils gardaient une place plus importante au sein de l'économie. Finalement, pour eux, le salut vient du retour à ce passé mythifié.

La classe ouvrière, quant à elle, est porteuse d'une autre société et cela change tout. Son combat n'est pas une simple lutte de résistance tournée vers le passé ou des objectifs strictement immédiats, mais une lutte fortement marquée et inspirée par le futur. En inscrivant cette perspective dans chacune de ses luttes, elle s'éloigne inévitablement de la destruction et de la désorganisation pour aller vers le développement de la solidarité et de la prise en charge organisée et centralisée de ses luttes. La classe ouvrière ne porte pas dans ses combats la destruction aveugle, ni un quelconque blocage. Elle porte en elle le mouvement, la potentialité et la possibilité de construire une nouvelle société. Elle ne défend pas sa survie dans le capitalisme, elle lutte au contraire pour sa propre disparition en tant que classe, pour une société nécessitant d'unifier l'humanité. Les méthodes de lutte qu'elle emploie doivent être en cohérence avec ce but : favoriser l'unité et la solidarité la plus large possible de tous les secteurs de la classe ouvrière par des revendications communes, débattre en organisant des assemblées

générales souveraines ou des cercles de discussion ou tout autre lieu de parole libre permettant la confrontation des idées. Ces méthodes de lutte, la bourgeoisie se doit de les disqualifier et de les combattre avec énergie, comme elle l'a toujours fait dans l'histoire, car elles contiennent en germe la remise en cause réellement radicale du capitalisme et de son mode de vie basé sur la concurrence de tous contre tous.

Les derniers événements judiciaires à propos des luttes à Goodyear sont éloquents de cette volonté constante de la bourgeoisie de décourager la majorité de la classe exploitée à lutter tout en poussant la minorité qui demeure malgré tout combative vers des impasses. Lors d'une grève contre la fermeture de leur usine, des ouvriers exaspérés sont encouragés par les syndicats à séquestrer les cadres de leur entreprise. Ces derniers finissent par renoncer aux plaintes qu'ils avaient initialement portées. Mais l'État ne l'entend pas de cette oreille et maintient les poursuites qui s'achèvent par une condamnation à de la prison ferme (peine aménageable). Le message est clair : lutter ne sert à rien. Pire, cela conduit au tribunal, puis en prison. Dans une situation où le prolétariat est victime de démoralisation et de déboussolement, de tels messages n'ont d'autre volonté que l'intimidation. Voilà pour la majorité poussée à la résignation.

Dans le même temps, ces condamnations permettent de faire croire que la bourgeoisie craint ce type d'actions-commando de séquestration, puisqu'elle les juge si sévèrement. Voilà pour la minorité combative, encouragée à se perdre dans le piège du corporatisme, de l'isolement et l'impasse d'actions coups de poing, aussi spectaculaires que stériles. Il y a même dans cette affaire politico-



Blocage et sabotage, tel serait le nec plus ultra du combat...

judiciaire une dimension encore plus sournoise et dangereuse : les syndicats (et en particulier à la CGT), ces chiens de garde du capitalisme, passent pour la partie la plus déterminée du prolétariat qu'il s'agirait de soutenir et suivre.

En fait, cette fausse alternative vise non seulement à diviser les ouvriers entre eux mais surtout à renforcer une attaque idéologique contre la conscience de tous les prolétaires en leur faisant croire que ce sont eux qui seraient l'expression d'une classe réduite soit à la résignation, soit à mener des combats désespérés et sans avenir.

Pourquoi la bourgeoisie s'évertuet-elle tant à nous dresser un tableau si sombre? Dans notre article publié page 4, "Podemos, des habits neufs au service de l'empereur capitaliste", nous écrivons : "La spécificité de Podemos qui justifie le coup de pub que lui fait le capitalisme espagnol est que les troupes d'Iglesias (son leader) remplissent une mission spéciale, très importante pour la bourgeoisie aussi bien espagnole que mondiale,

qui est celle d'effacer les empreintes du mouvement du 15 mai qui ont fait trembler les rues il y a quatre ans et demi." "Effacer les empreintes", cette formule résume parfaitement le but des campagnes et des manœuvres permanentes de la bourgeoisie. Le mouvement des Indignés de 2011 en Espagne, celui contre le CPE de 2006 en France, plus en arrière la grève de masse de 1980 en Pologne et en mai 1968 de nouveau en France, ou bien plus anciennement encore les vagues révolutionnaires de 1919-1921 en Allemagne et de 1917 en Russie, en remontant jusqu'à la Commune de Paris de 1871..., toutes ces expériences plus ou moins grandes, parfois gigantesques, sont autant "d'empreintes" inestimables que la bourgeoisie n'a de cesse de recouvrir de ses mensonges. Car la classe dominante craint que le prolétariat ne redécouvre ses empreintes, constate qu'il s'agit des pas d'un géant et surtout que ces empreintes sont celles qui peuvent potentiellement conduire, au bout d'un très long chemin, à la révolution mondiale!

GD, 26 février 2016

La classe ouvrière et les guerres du capitalisme en décomposition

Nous publions ci-dessous les premières lignes d'un article rédigé par *World Revolution*, organe de presse du CCI au Royaume-Uni. La version intégrale sera bientôt disponible sur notre site en français.

TLY A un siècle, le premier mai 1916. ■ sur la place de Potsdam à Berlin, le révolutionnaire internationaliste Karl Liebknecht donnait la réponse de la classe ouvrière à la guerre qui dévastait l'Europe et massacrait toute une génération du prolétariat. Devant une foule de quelques 10 000 ouvriers qui manifestaient en silence contre les privations qui étaient une des conséquences obligée de la guerre. Liebknecht décrit l'angoisse des familles de prolétaires confrontées à la mort au front, à la famine chez eux, en finissant son discours (qui avait aussi été reproduit et distribué dans la manifestation sous forme de tract) en brandissant le mot d'ordre "À bas la guerre" et "À bas le gouvernement"; ce qui a immédiatement provoqué son arrestation malgré les efforts de la foule pour le défendre. Mais le procès de Liebknecht, le mois suivant, s'est accompagné d'une grève de 55 000 ouvriers dans les industries d'armement, menée par une nouvelle forme d'organisation sur les lieux de travail, les syndicats de base révolutionnaires. Cette grève, à son tour, fut défaite, beaucoup de ses meneurs étant envoyés au front. Mais cette grève et d'autres luttes qui bouillonnaient au sein des deux camps en guerre étaient les germes de la vague révolutionnaire qui allait éclater en Russie en 1917 et

revenir en Allemagne un an plus tard, obligeant la classe dominante, terrifiée par la propagation du "virus rouge" à mettre fin à la tuerie (1).

Mais ce n'était qu'un arrêt temporaire, parce que la vague révolutionnaire n'a pas mis fin au capitalisme déclinant et à sa dérive inévitable vers la guerre. L'accord de paix "des prédateurs" imposé à l'Allemagne par les vainqueurs mettait déjà en mouvement un processus qui (sous le fouet de la crise économique mondiale des années 1930) allait plonger le monde dans un holocauste encore plus destructeur en 1939-1945. Même avant que cette guerre ne soit finie, les lignes de front d'une autre guerre mondiale étaient déjà fixées, avec l'Amérique d'un côté et l'URSS de l'autre, des blocs militaires rivaux établis qui allaient manœuvrer pendant les 4 ou 5 décennies suivantes pour des positions à travers toute une série de conflits locaux : Corée, Vietnam, Cuba, Angola, guerres arabo-israéliennes...

Cette période – la soi-disant "guerre froide" qui n'était pas si froide pour des

1) Pour une vision plus en profondeur de ces événements, voir *la Revue internatio-nale* n°133 : "Allemagne 1918-19. Il y a 90 ans, la révolution allemande : face à la guerre le prolétariat renoue avec ses principes internationalistes"

http://en.internationalism.org/ir/133/germany 1919

millions de gens qui sont morts sous le drapeau de la "libération nationale", ou la défense du "monde libre contre le communisme" – fait partie de l'histoire, mais la guerre elle-même est plus répandue que jamais. La désintégration des blocs impérialistes après 1989 n'a pas, en dépit des promesses des politiciens et de leurs philosophes appointés, mené à un "nouvel ordre mondial" ou à la "fin de l'histoire" mais à un désordre mondial grandissant, à une succession de conflits chaotiques qui portent en eux une menace pour la survie de l'humanité, comme le spectre d'une troisième guerre mondiale avec l'arme nucléaire qui pesait sur la période pré-

Nous nous trouvons donc en 2016 confrontés à tout un éventail de guerres, de l'Afrique, jusqu'à l'Asie centrale, en passant par le Moyen-Orient; avec des tensions croissantes en Orient où le géant chinois se dresse contre ses rivaux japonais et surtout américain; avec un feu actif qui couve en Ukraine où la Russie cherche à regagner la gloire impérialiste qu'elle a perdue avec l'écroulement de l'URSS.

Comme la guerre en ex-Yougoslavie, un des premiers conflits majeurs dans la période "post-blocs", la guerre en Ukraine a lieu aux portes mêmes de l'Europe, proche des bastions classiques du capitalisme mondial, et donc des plus importantes fractions de la classe ouvrière internationale. Les flux de réfugiés qui cherchent à s'échapper des zones de guerre en Syrie, Irak, Li-

bye, Somalie ou Afghanistan, fournissent une preuve de plus que l'Europe n'est pas une île coupée du cauchemar militaire qui s'est abattu sur une grande partie de l'humanité. Au contraire, les classes dominantes des pays centraux du capitalisme, des "grandes démocraties", ont été un élément actif dans la prolifération des guerres dans cette période, avec toute une série d'aventures militaires à la périphérie du système, depuis la première Guerre du golfe en 1991 jusqu'à l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak au début du XXIe siècle et aux campagnes de bombardements plus récentes en Libye, Irak et Syrie. Ces aventures ont en retour mis un coup de pied dans le nid de frelons du terrorisme islamique, qui n'a cessé de prendre une revanche sanglante contre les centres capitalistes, depuis les attaques contre les Twin Towers en 2001 jusqu'au massacre à Paris en 2015.

La classe ouvrière en tant que frein à la guerre

Si la crise des réfugiés et les attaques terroristes nous rappellent constamment que la guerre n'est pas une réalité "étrangère", l'Europe et les États-Unis apparaissent encore comme des "paradis" comparés à une bonne partie du monde. Cela se voit dans le fait même que les victimes des guerres en Afrique ou au Moyen-Orient –ou de la pauvreté qui les broie et des guerres de la drogue au Mexique et en Amérique centrale – sont prêtes à risquer leurs vies pour accéder aux rivages de l'Europe

ou à traverser la frontière américaine. Et malgré toutes les attaques contre les conditions de vie de la classe ouvrière qu'on a connues au cours des dernières décennies, malgré la croissance de la pauvreté et de l'exclusion liée au logement dans les grandes villes d'Europe et des États-Unis, les conditions de vie moyennes du prolétariat paraissent encore comme un rêve inaccessible à ceux qui ont été directement soumis aux horreurs de la guerre—un contraste frappant avec la période 1914-1945.

Est-ce parce que les gouvernants ont appris des leçons de 1914-18 ou de 1939-45 et ont constitué de puissantes organisations internationales, que la guerre entre les grands pouvoirs est impensable ? Il y a eu bien sur d'importants changements dans le rapport de force entre grandes puissances depuis 1945. Les États-Unis sont sortis de la Seconde Guerre mondiale comme les réels vainqueurs et ont été à même d'imposer leurs conditions aux puissances prostrées d'Europe : plus de guerres entre puissances d'Europe de l'Ouest, mais cohésion économique et militaire en tant que partie du bloc impérialiste sous la houlette des États-Unis pour faire face à la menace de l'URSS. Même si le bloc occidental a perdu cette raison majeure de son existence après la chute de l'URSS et de son bloc, l'alliance entre les ex-rivaux acharnés au cœur de l'Europe – France et Allemagne - s'est maintenue relativement fermement...

Amos, 16 janvier 2016

PODEMOS

Des habits neufs au service de l'empereur capitaliste

À en croire le bombardement médiatique que l'on nous assène ces derniers mois, nous serions à la veille d'un tremblement de terre qui chamboulerait de haut en bas le scénario traditionnel des trente dernières années selon lequel le Parti Populaire de droite (PP) et le parti socialiste (PSOE) se succèdent alternativement au pouvoir sans que personne n'y trouve à redire. Cet échiquier politique se verrait aujourd'hui perturbé par l'irruption de "forces émergentes", et en particulier par la plus récente d'entre elles: Podemos. Mais Podemos ne représente rien de nouveau.

Son programme politique et son idéologie sont des classiques des régimes staliniens (1) défendus par les partis soi-disant communistes (en réalité furieusement anticommunistes) et leurs acolytes gauchistes de tout poil (trotskistes, syndicalistes de base, mouvements altermondialistes) (2) qui sont les principaux soutiens de cette pantomime de "politique nouvelle". La spécificité de Podemos qui justifie le coup de pub que lui fait le capitalisme espagnol est que les troupes d'Iglesias (son leader) remplissent une mission spéciale, très importante pour la bourgeoisie aussi bien espagnole que mondiale, qui est celle d'effacer les empreintes du mouvement du **15 mai** qui ont fait trembler les rues il y a quatre ans et demi.

La "fierté de l'Espagne" d'Iglesias contre l'internationalisme du mouvement du 15 mai

Il y a 4 ans, de grandes foules ont occupé les rues et les places non seulement en Espagne mais également en Grèce, aux États-Unis, en Israël, etc. "Le mouvement d'indignation s'est étendu internationalement. Il a surgi en Espagne où le gouvernement socialiste avait mis en place un des premiers plans d'austérité et un des plus durs; en Grèce, devenue le symbole de la crise économique mondiale à travers l'endettement; aux États-Unis, temple du capitalisme mondial; en Égypte et en Israël pays pourtant situés de chaque côté du front du pire conflit impérialiste et le plus enkysté, celui du Moyen-Orient" (3). Il y a eu des tentatives, encore très timides et embryonnaires, de solidarité internationale. "En Espagne, la solidarité avec les travailleurs de Grèce s'est exprimée aux cris de "Athènes tiens bon, Madrid se lève!". Les grévistes d'Oakland (États-Unis, novembre 2011) proclamaient leur "solidarité avec les mouvements d'occupation au niveau mondial". En Égypte, a été approuvée une Déclaration du Caire en soutien au mouvement aux États-Unis. En Israël, les Indignés ont crié "Netanyahou, Moubarak, El Assad, c'est la même chose" et ont pris contact avec des travailleurs palestiniens" (3).

1) Comme nous l'avons déjà dénoncé dans notre précédent numéro *d'Acción Proletaria*. Voir notre article en espagnol sur le site:

http://es.internationalism.org/ccionline/201406/4033/podemos-un-poder-del-estado-capitalista

2) De fait, une grande partie de la main d'œuvre de la formation "podémiste" est constituée par les militants de la dénommée "gauche anticapitaliste" formée à partir des débris des organisations gauchistes des années 1980 et de la énième scission "de gauche" du Parti "communiste" espagnol.

3) Extrait de notre tract diffusé internationalement sur le bilan des mouvements de 2011 : "De l'indignation à l'espoir", publié sur notre site le 30 mars 2012.

http://fr.internationalism.org/files/fr/tract_inter_2011.pdf https://fr.internationalism.org/

L'internationalisme qui s'est exprimé spontanément même de façon embryonnaire dans les moments les plus forts du mouvement des Indignés est quelque chose de très dangereux pour la bourgeoisie qui justifie sa domination sur le prolétariat par l'existence d'une supposée communauté d'intérêts entre exploiteurs et exploités de chaque pays.

Ainsi, dès l'origine, Podemos s'est caractérisé par ce qu'ils appellent un discours "transversal", c'est-à-dire s'adressant aussi bien aux "défavorisés" qu'aux chefs d'entreprises à qui ils n'ont cessé depuis lors d'envoyer des messages rassurants. Mais cette supposée communauté "transversale", c'est aussi celle qu'invoque le parti frère de Podemos, le parti grec Syriza pour justifier son respect des exigences de la Communauté européenne, qui sous-tend une intensification des attaques contre les conditions de vie et de travail des travailleurs grecs. Au lieu de se solidariser envers les victimes, les Iglesias, Errejon et consorts ont été solidaires de leur bourreau

Dans cette escalade patriotique, les "podémistes" en sont arrivés à prendre des distances envers les propositions d'envoyer des soldats dans les zones occupées par l'État islamique en Syrie et en Irak en invoquant le fait "qu'ils pourraient se faire tuer". Nous avons vu que, en opposition à leur appel initial d'envoyer des troupes dans les zones occupées par l'État islamique (en Syrie et en Îrak), ils ont allégué ensuite que "des soldats espagnols pourraient se faire tuer". "L'argument" de "l'homme au catogan" est massue, très efficace pour nous inoculer le poison du nationalisme, en nous proposant de nous enfermer dans le petit monde étroit et endogamique de la "nation espagnole".

Qu'importe que des ouvriers et des paysans syriens ou irakiens se fassent massacrer? Qu'importe que la population de Rakka, la "capitale" proclamée du bastion de l'État islamique, soit soumise à une triple terreur de ses "gouvernants islamistes", des bombardements de la Russie, des États-Unis et de la France et aussi des milices d'El Assad? Qu'importe que ces territoires se soient transformés en trou noir où il est devenu purement et simplement impossible de vivre? Rien de tout cela ne devrait nous préoccuper, selon la "philosophie nationale" et patriotarde du sieur Iglesias! La seule chose qui compte est qu'aucun "compatriote", aucun ressortissant espagnol n'aille

C'est pour cette raison que les "podémistes" ont adhéré en tant qu'observateurs" au pacte antidihadiste signé à la fois par les parties prenantes de l'invasion de l'Irak (le Parti populaire), de l'invasion de l'Afghanistan (le PSOE) et par les aspirants à l'invasion de n'importe quel territoire qui se ferait sous la bannière du drapeau espagnol (le mouvement des citoyens). C'est pour cette raison que Podemos a promis à Rajoy tout le soutien nécessaire pour faire face aux attaques terroristes comme il l'a déjà fait pour les victimes lors du récent attentat au centre de Kaboul (4).

4) Perpétré par les talibans dans le quartier diplomatique et dans lequel ont péri quatre policiers afghans et deux espagnols, à la suite duquel le gouvernement espagnol avait déclaré que c'était "une attaque contre l'Espagne", NdT.

Si nous mettons nos rêves dans les urnes, ce sera un cauchemar!

Un des mots d'ordre les plus repris par le mouvement du 15 mai a été "nos rêves ne rentrent pas dans vos urnes!" En effet, le mouvement des Indignés a surgi avec une forte tendance au rejet de la politique bourgeoise, des élections (5), etc. Dans les mouvements de 2011 a commencé à être mis en avant, avec encore beaucoup de faiblesses et d'hésitations, un fait qui, aujourd'hui, c'est-à-dire quatre ans après, nous paraît insolite : "Ces personnes-là, les travailleurs, les exploités, tous ceux qu'on dépeint comme des ratés indolents, des gens incapables d'initiative ou de faire quelque chose en commun, sont arrivés à s'unir, à partager, à créer et à briser la passivité étouffante qui nous condamne à la sinistre normalité quotidienne de ce système. (...) On a fait les premiers pas pour que surgisse une véritable politique de la majorité, éloignée du monde des intrigues, des mensonges et des manœuvres troubles qui est la caractéristique de la politique dominante. Une politique qui aborde tous les sujets qui nous touchent, pas seulement l'économie ou la politique, mais aussi l'environnement, l'éthique, la culture, l'éducation ou la santé" (6).

La politique bourgeoise préconise au contraire le repli sur soi de chacun d'entre nous, que chacun doit se considérer absurdement comme son propre maître en face des problèmes qui ont un caractère social et doit déléguer la recherche de leur solution à travers l'acte individuel du vote en faveur de politiciens professionnels, ce qui, à la longue, se traduit par une plus grande atomisation et une plus grande résignation.

L'évolution de la trajectoire de Podemos est très significative. À ses débuts et pour renforcer l'illusion d'une continuité avec le mouvement du 15 mai, ils ont reproduit et plagié le caractère formel des assemblées et des débats publics pour comprendre les causes de nos souffrances, les possibles alternatives à offrir, etc.

5) Ce n'est pas pour rien que les assemblées sur les places ont refusé avec défi de suivre l'appel à leur dissolution au cours de la "journée de réflexion" du 21 mai.
6) Extrait du tract international du CCI déjà



Tsipras et Iglesias, une même famille bourgeoise

Mais aujourd'hui, les prétendues "assemblées" de Podemos sont devenues une bagarre à couteaux tirés non dissimulée entre les différentes tendances concurrentes sur les listes électorales (7). Par ailleurs, les débats en sont aujourd'hui réduits à une approbation de la liste de recettes défendues comme simple programme électoral à géométrie variable, en fonction des besoins électoraux d'Iglesias et ceux de sa bande.

À quoi va servir Podemos par la suite ?

L'organisation du fonctionnement "interne" de Podemos n'est pas en contradiction avec sa fonction, comme voudraient nous le faire croire les représentants de l'aile la plus critique de cette formation. Elle est en réalité pleinement en conformité avec la mission assignée à ce parti par l'ensemble de la bourgeoisie : convaincre les travailleurs que tout mouvement de protestation, que toute remise en cause des réseaux de contrôle établis par l'État démocratique pour canaliser l'indignation - même dans sa forme domestiquée, inoffensive ou réduite à un simulacre - face au futur que nous réserve le capitalisme, est fatalement voué à mourir en finissant dans leurs filets. Il s'agit finalement de convaincre qu'il est inutile de penser pouvoir lutter contre le système, parce

7) Des quelques 380 000 sympathisants que compte Podemos, seuls 15% ont pris part aux primaires et à peine 4% se sont mobilisés pour l'adoption de son programme électoral.

que le système capitaliste finit toujours par récupérer cette lutte dans une forme même plus caricaturale qu'à l'origine.

Le mouvement des Indignés en Espagne, tout comme celui qui a surgi les mois suivants aux États-Unis ou en Israël, ou encore comme d'autres expressions de la lassitude envers ce système capitaliste qui transforme les êtres humains en vulgaires marchandises, n'a pas réussi à dépasser le piège tendu par l'État bourgeois, et particulièrement par ses fractions les plus aptes au sabotage de tout mouvement de remise en cause du capitalisme. Cela ne veut pas dire que la possibilité d'une réflexion. d'une recherche pour tirer les leçons sur les causes de l'épuisement de ces mouvements, n'existe pas -même de façon latente – dans la dynamique de la situation actuelle. Les stimulants pour alimenter cette réflexion ne manquent pas. Le capitalisme s'enfonce chaque jour davantage dans l'abîme d'une misère croissante pour d'énormes masses de population, dans une multiplication de foyers de guerre et de terreur, dans un éparpillement de scénarios de catastrophes écologiques. La classe exploiteuse aura toujours besoin, et sera toujours prête à rémunérer grassement quiconque proclame à tous les coins de rue que le roi n'est pas nu, qu'il a seulement besoin de nouveaux habits, comme ceux qu'il porte déjà, que Podemos ou encore la "nouvelle gauche" en Grande-Bretagne sont prêts à lui tailler et confectionner sur mesures.

Paolo, 13 décembre 2015 (AP, organe du CCI en Espagne)

suite de la page 6

40 ans après la fondation du CCI

les forces potentielles qui pourraient se politiser autour des organisations historiques de la Gauche communiste. Il vise à constituer un "cordon sanitaire" (notamment en agitant le spectre du stalinisme qui sévirait encore à l'intérieur du CCI!) pour empêcher les jeunes éléments en recherche de se rapprocher de notre organisation. Ce travail de sape vient compléter aujourd'hui les campagnes anticommunistes déchaînées par la bourgeoisie lors de l'effondrement des régimes staliniens. Le parasitisme est le meilleur allié de la bourgeoisie décadente contre la perspective révolutionnaire du prolétariat.

Alors que le prolétariat a d'énormes difficultés à retrouver son identité de classe révolutionnaire et à renouer avec son propre passé, les calomnies, les attaques et la mentalité nauséabonde des individus se réclamant de la Gauche communiste et qui dénigrent le CCI ne peuvent que faire le jeu et défendre les intérêt de la classe dominante. En assumant la défense de l'organisation, nous ne défendons pas notre "chapelle". Il s'agit pour le CCI de défendre les principes du marxisme, de la classe révolutionnaire et de la Gauche communiste qui risquent d'être engloutis par l'idéologie du "no future" que le parasitisme draine avec lui.

Le renforcement de la défense publique et intransigeante de l'organisation est une orientation que le Congrès a dégagée. Le CCI a parfaitement conscience que cette orientation peut conduire momentanément à ne pas être compris, a été critiqué pour son manque de "fair play", et donc à un isolement encore plus grand. Mais le pire serait de laisser le parasitisme faire son travail destructeur sans réagir.

Le Congrès a mis en avant que, sur ce plan-là aussi, le CCI doit avoir le courage de "nager contre le courant", comme il a eu le courage de faire une critique implacable de ses erreurs et difficultés pendant ce Congrès et d'en rendre compte publiquement.

"Pour le mouvement prolétarien, l'autocritique, une autocritique sans merci, cruelle, allant jusqu'au fond des choses, c'est l'air, la lumière sans lesquels il ne peut vivre (...) Mais nous ne sommes pas perdus et nous vaincrons pourvu que nous n'ayons pas désappris d'apprendre. Et si jamais le guide actuel du prolétariat, la social-démocratie, ne savait plus apprendre, alors elle périrait "pour faire place aux hommes qui soient à la hauteur d'un monde nouveau'" (Rosa Luxemburg, La crise de la social-démocratie).

CCI, décembre 2015

SCANDALE SANITAIRE À FLINT (MICHIGAN)

Le capitalisme est un poison

L'eau est vitale à la vie, à l'humanité. Les deux-tiers de la planète sont recouverts par l'eau. Et pourtant... l'eau potable devient une denrée rare, précieuse, y compris dans les zones urbaines les plus développées. Vivre ou survivre en buvant un simple verre d'eau n'est plus chose aisée! Et là, point de sécheresse ou désertification climatique comme dans beaucoup de zones arides africaines ou australiennes. Non, seules les pollutions industrielles ou agricoles sont en cause.

Le scandale de l'eau polluée de Flint, une petite ville du Michigan aux États-Unis, en est le dernier exemple en date. Les faits : en 2014, pour réduire ses coûts, la municipalité de Flint, plutôt que de continuer de l'acheter à la ville de Detroit, a décidé de puiser son eau dans la rivière locale, à la qualité douteuse. Après la découverte d'une bactérie, les autorités municipales entament un traitement chimique qui finit par ronger les conduites en plomb du réseau de distribution. Pendant un an et demi, entre avril 2014 et l'automne 2015, les habitants de cette ville de 100000 habitants majoritairement noirs et pauvres ont utilisé et consommé cette eau contaminée au plomb. Malgré les plaintes à répétition, sans résultat, 87 cas de légionellose sont constatés dont 10 mortels, des milliers d'enfants sont contaminés avec risques de dommages irréversibles sur le système nerveux.

Le scandale sanitaire qui suit contraint Barack Obama à décréter une situation d'urgence, le président affirmant lui-même, la main sur le cœur: "Si j'étais en charge d'une famille là-bas, je serais hors de moi à l'idée que la santé de mes enfants puisse être en danger". La mobilisation politique alors déclenchée est presqu'un exemple d'unanimité! Le gouverneur de l'État du Michigan et l'administration municipale de Flint sont accusés de négligence et d'avoir fermé les yeux sciemment pendant des mois. Les appels à la démission se multiplient, à l'image de celui lancé par l'une des figures de Flint, le réalisateur de cinéma Michael Moore : "Ce n'est pas seulement une crise de l'eau. C'est une crise raciale, une crise de la pauvreté", lance le cinéaste, estimant qu'un tel scandale ne serait jamais arrivé dans une ville aisée et blanche du Michigan. Car Flint, ancien pôle industriel dans l'ombre de Détroit, a subi de plein fouet l'effondrement de l'industrie automobile, en particulier celles de General Motors (fondée à Flint en 1908). En un demisiècle, Flint a perdu la moitié de ses habitants. Le taux de chômage v est aujourd'hui près de deux fois supérieur à la moyenne nationale et 40 % de ses habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Alors, ça y est : tout est dit! Les

Alors, ça y est : tout est dit! Les responsables de la crise de l'eau sont trouvés : ils sont racistes et profitent de la misère des laissés-pour-compte pour faire des économies sur leur dos! Voilà les coupables, les "méchants"!

Est-ce aussi simple? Que ces autorités locales ou régionales portent une lourde responsabilité, c'est une évidence. En bons gestionnaires capitalistes qu'ils sont, toutes ces administrations se doivent de rentabiliser leurs comptes face à la crise. Et elles n'ont souvent pas d'états d'âme en la matière! Mais l'État américain, comme tous les États capitalistes, s'est refait une virginité à bon compte : "Les coupables doivent être punis et la situation doit revenir à la "normale", "Plus jamais ça!". Ces mêmes phrases-type ont déjà été entendues à chaque scandale financier, sanitaire ou écologique dans le monde depuis des années et des années, ou même lors de tel ou tel

épisode barbare, guerrier, terroriste sur l'ensemble de la planète. De Bhopal à Fukushima, en passant par le sang contaminé, l'Amoco Cadiz, l'usine AZF et des milliers d'autres épisodes, il faut toujours jeter des coupables à la vindicte pour tenter de calmer l'indignation et empêcher toute réflexion sur les causes profondes de tels scandales.

En l'occurrence, l'État américain, Obama en tête, se permet d'apparaître comme garant de la salubrité publique face à tous les margoulins ou politiques avides de profit! Ils seraient donc les champions de la moralité et les chevaliers blancs de la qualité de vie? On croit rêver... ou plutôt cauchemarder! Ce sont les États qui, les premiers, réduisent les budgets de fonctionnement, les budgets sociaux, instaurent les programmes d'austérité, réduisent les populations au chômage de masse et les font tomber dans la précarité permanente. Qu'à cela ne tienne : il faut un coupable à sacrifier et surtout éviter que les États et le système capitaliste comme un tout n'en soient rendus responsables!

Cette logique cache en fait l'essentiel et c'est le but de la manœuvre : derrière chaque scandale ou catastrophe, il y a effectivement souvent la recherche du profit. Mais le principe

du profit n'est pas l'apanage de tel ou tel bourgeois malintentionné ou corrompu: c'est la logique permanente d'un système aux abois, barbare, d'une classe bourgeoise qui ne vit que de la concurrence, du profit. Ce sont ses lois implacables, inhérentes du capitalisme.

Engels déclarait en 1845 déjà: "Je n'ai jamais vu une classe si profondément immorale, si incurablement pourrie et intérieurement rongée d'égoïsme que la bourgeoisie anglaise, et j'entends par là surtout la bourgeoisie proprement dite (...) Avec une telle rapacité et une telle cupidité il est impossible qu'il existe un sentiment, une idée humaine qui ne soient souillés (...) toutes les conditions de vie sont évaluées au critère du bénéfice et tout ce qui ne procure pas d'argent est idot, irréalisable, utopique

Rien n'a fondamentalement changé depuis. Au contraire. Avec la décadence du capitalisme depuis près d'un siècle, sa décomposition sur pied jour après jour, la recherche du profit pousse à la guerre de tous contre tous, au niveau planétaire comme au simple niveau local. Le capitalisme,

1) La situation de la classe laborieuse en Angleterre.

est une catastrophe permanente. Et, pour survivre, il doit trouver à chaque épisode spectaculaire et désastreux, un responsable particulier, un bouc émissaire : un "mauvais choix politique", un dirigeant pourri", une "erreur humaine", le "climat", le "hasard", la "folie"... Les États bourgeois, États-Unis en tête, se dédouanent ainsi à bon compte pour préserver leur monde en putréfaction.

Soyons clairs: il n'est pas question pour nous de défendre une analyse "fataliste" de l'histoire où tout serait écrit d'avance, où chaque catastrophe serait annoncée, inéluctable et banalisée. C'est même exactement l'inverse! C'est la bourgeoisie elle-même, avec toutes ses variantes idéologiques, qui défend la "fatalité" de l'existence du monde capitaliste en nous poussant à nous y résigner; il suffirait d'un peu plus de "bonne volonté" individuelle ou de faire confiance à un État "réellement démocratique" pour atténuer les effets de ces catastrophes inévitables, pour rendre ce "sort" plus tolérable.

Les partis de la gauche de l'appareil politique bourgeois se sont ainsi fait les champions de la "solution démocratique". Le parti démocrate au pouvoir et les mouvances de gauche l'ont répétés à l'unisson : avec un État sincèrement à l'écoute des besoins du

"peuple" tout irait pour le mieux : finis les scandales! Finies les guerres! Finie l'exploitation! Mais la raison d'être de l'État est précisément la préservation des intérêts du capital, dont les profits sont à l'origine des scandales sanitaires en tout genre. Avec la "démocratie renouvelée", la gauche capitaliste n'aspire qu'à anesthésier la classe ouvrière pour la rendre docile et renforcer son impuissance.

Le scandale de Flint, après bien d'autres, est l'occasion d'une nouvelle instrumentalisation politicienne de la part des démocrates bourgeois. Leur monde nous indigne toujours davantage et nous refusons la logique de mort au quotidien qu'ils défendent, celle des marchands et du système capitaliste qui est lui-même la catastrophe permanente. C'est bien ce système qui doit être renversé, radicalement, à l'échelle mondiale. Malgré les préjugés et des apparences contraires, les difficultés et le sentiment d'impuissance qui domine, la classe laborieuse. comme le disait Engels, reste la seule classe sociale apte à le faire. L'affirmation de la force collective internationale du prolétariat a en effet fait la preuve par l'histoire qu'elle pouvait renverser l'ordre établi et s'attaquer à la dictature du capital.

Stopio, 21 février 2016

suite de la page 8

La politique allemande et le problème des réfugiés

soumettre à la fatalité et de rester les bras croisés, ont déblayé et débarrassé de leurs ruines les villes allemandes dévastées à mains nues, prenant ainsi une part décisive à la reconstruction et au "miracle économique" allemand de l'après-guerre (*Wirtschaftswunder*) ⁽⁷⁾ comme l'oublient volontiers les économistes bourgeois.

Cette énergie et cet esprit d'initiative incroyables dont témoignent aussi les réfugiés syriens offrent pour la bourgeoisie allemande une source de capital humain prometteuse de profits. En outre, tout comme les immigrés des années 1960 et 1970, ils serviront à court terme de masse de manœuvre à la disposition du capital pour maintenir ou même augmenter la pression sur les salaires.

Les rendements impérialistes

Mais les réfugiés syriens forment aussi une masse de manœuvre pour l'impérialisme allemand, comme cela s'est avéré dans les jours et semaines passés, dans le contexte de l'aggravation de la guerre civile. Et même à plus d'un point de vue. Ainsi, le gouvernement fédéral instrumentaliset-il la question des réfugiés non seulement sur le plan moral, mais aussi sur le plan politique, en clouant au pilori les autres pays mais aussi comme par hasard les pays traditionnels de l'immigration, notamment les États-Unis, pour leurs hésitations à accueillir des réfugiés. Ces derniers jours, nous avons pu voir de clairs indices indiquant que l'Allemagne donnait une nouvelle orientation à sa politique vis-à-vis de la Syrie. Reliant savamment le drame des réfugiés à une prétendue solution du conflit syrien, les principaux repré-

main et entreprennent leur déblaiement et la reconstruction du pays (d'après Wikipédia) (NdT)

7) Le Wirtschaftswunder (le "miracle économique") désigne, dans l'histoire économique de l'Allemagne, la rapide croissance économique en Allemagne de l'Ouest (RFA) et en Autriche après la Seconde Guerre mondiale (d'après Wikipédia) (NdT).

sentants de la politique étrangère allemande (Steinmeier et Genscher entre autres) en sont venus à souligner la nécessité d'intégrer la Russie, l'Iran, et même (temporairement) le massacreur Assad au processus de paix en Syrie. Bien plus, Berlin et le Kremlin sont unanimes pour faire reculer la guerre en Ukraine, afin que toutes les forces se concentrent sur la gestion de la situation en Syrie. Même le passage à l'acte de Poutine, déployant des forces militaires supplémentaires dans la ville syrienne de Lattaquié, n'a pas été une cause particulière d'irritation pour le gouvernement fédéral. Le ministre de l'Économie Gabriel réclamait même la fin des sanctions économiques envers la Russie, affirmant qu'on ne "pouvait pas d'une part maintenir à long terme les sanctions et, d'autre part, réclamer (...) la collaboration.'

Avec cette réorientation, la politique allemande s'achemine à nouveau, pour la première fois depuis la guerre en Irak, vers la confrontation ouverte avec les États-Unis. Ces derniers, par le biais du Département d'État (le ministère des Affaires étrangères) ont, ces derniers temps, haussé le ton vis-à-vis d'Assad et se sont montrés loin d'être amusés par la dernière offensive diplomatique de Poutine lors de la dernière assemblée générale de l'ONU. Leur attitude par rapport à l'État islamique est en revanche pour le moins très ambivalente; leur rôle dans la percée de l'État islamique comme mouvement de masse a été extrêmement douteux, et la tiédeur avec laquelle les États-Unis s'y attaquent pose toute une série de questions quant aux véritables intentions de l'impérialisme américain vis-à-vis de cette organisation terroriste.

Le changement de cours intervenu dans la politique extérieure allemande semble en partie résulter des interventions et de la pression de l'industrie allemande. Au sein de celle-ci les critiques envers les sanctions prises contre la Russie montent d'autant plus qu'il apparaît nettement que c'est l'économie allemande qui en supporte les



dommages les plus importants, tandis que les grandes entreprises américaines comme Bell ou Boeing continuent à réaliser de brillantes affaires avec la Russie en dépit des sanctions. Alors que le volume des transactions de l'économie allemande dans le commerce avec la Russie s'est effondré de 30%, dans la même période le négoce entre les États-Unis et la Russie a augmenté de 6%. En plus de ces raisons économiques, des arguments politiques entrent également en ligne de compte pour le capitalisme allemand contre le maintien de l'embargo économique envers la Russie. Ne disposant pas d'un potentiel militaire de menace et de dissuasion comparable à celui des États-Unis, l'impérialisme allemand doit avoir recours à d'autres moyens pour faire valoir son influence sur le plan mondial. L'un de ceux-ci est sa puissance économique et industrielle que la politique allemande utilise pour forcer et contraindre le développement de relations commerciales. Un aspect qui montre le mélange de la politique et du business ainsi que l'instrumentalisation politique de projets économiques sont les visites d'État officielles dans des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil ou la Russie, où le chancelier (ou la chancelière) est systématiquement accompagné de toute une suite de hauts dirigeants de grandes entreprises

allemandes, et même de représentants de la petite et moyenne industrie de la construction de machines-outils. En ce sens, la politique de sanction prive la bourgeoisie allemande de plus d'un contrat et va ainsi à l'encontre de ses intérêts impérialistes.

La masse de réfugiés syriens accueillie par l'Allemagne doit aussi être considérée comme un autre moyen de compenser sa faiblesse militaire - et là, la boucle est bouclée. Dans ce contexte, il ne faut pas sous-estimer l'effet politique à long terme de la pulsion profondément humaine de la reconnaissance et de la gratitude sur les relations entre des pays. L'évidente sympathie manifestée par les réfugiés profondément impressionnés par l'attitude secourable d'une grande partie de la population locale, est un point que la bourgeoisie allemande pourra faire prévaloir. Cette dette de remerciement, contractée à l'égard de l'Allemagne par bon nombre de ceux qui sont venus s'y échouer, peut à long terme devenir un sésame pour les intérêts de l'impérialisme allemand au Proche et au Moyen-Orient; elle peut faire surgir des fractions proallemandes qui pourront faire du lobbying au profit des intérêts allemands dans leurs pays d'origine.

(à suivre)

XXI^e CONGRÈS DU CCI (2^e partie)

40 ans après la fondation du CCI

Nous publions ci-dessous la seconde partie du bilan du XXIe Congrès du CCI. La version intégrale est disponible sur notre site internet.

La nécessité d'une "renaissance" morale et culturelle

Les débats sur le bilan critique des quarante ans d'existence du CCI nous ont obligés à prendre la mesure du danger de sclérose et de dégénérescence qui a toujours menacé les organisations révolutionnaires. Aucune organisation révolutionnaire n'a jamais été immunisée contre ce danger. Le SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne) a été gangréné par l'opportunisme, jusqu'à une remise en cause totale des fondements du marxisme, en grande partie parce qu'il avait abandonné tout travail théorique au profit des taches immédiates visant à gagner de l'influence dans les masses ouvrières à travers ses succès électoraux. Mais le processus de dégénérescence du SPD a commencé bien avant cet abandon des tâches théoriques. Il a commencé avec la destruction progressive de la solidarité entre les militants. Du fait de l'abolition des lois antisocialistes (1878-1890) et de la légalisation du SPD, la solidarité entre les militants qui était une exigence au cours de la période précédente n'était plus une évidence puisqu'ils ne risquaient plus d'être soumis à la répression et à la clandestinité. Cette destruction de la solidarité (permise grâce aux conditions "confortables" de la démocratie bourgeoisie) a ouvert la voie à une dépravation morale croissante au sein du SPD qui était pourtant le parti phare du mouvement ouvrier international et qui s'est manifesté, par exemple, par le colportage des ragots les plus nauséabonds visant la représentante la plus intransigeante de son aile gauche, Rosa Luxemburg (1). C'est cet ensemble de facteurs (et pas seulement l'opportunisme et le réformisme) qui a ouvert les vannes d'un long processus de dégénérescence interne jusqu'à l'effondrement du SPD en 1914 (2). Pendant longtemps, le CCI n'avait abordé la question des principes moraux que d'un point de vue empirique, pratique, notamment lors de la crise de 1981 lorsque nous avons été confrontés, pour la première fois, à des comportements de voyous avec le vol de notre matériel par la tendance Chénier (3). Si le CCI n'avait pas pu aborder cette question d'un point de vue théorique, c'est essentiellement parce qu'il existait un rejet et une certaine "phobie" du terme "morale" lors de la fondation du CCI. La jeune génération issue du mouvement de Mai 68 ne voulait pas (contrairement à MC) que le mot "morale" figure dans les Statuts du CCI (alors que l'idée d'une morale prolétarienne était présente dans les Statuts de la GCF). Cette aversion pour la "morale" était encore une manifestation de l'idéologie et de la démarche la petite bourgeoisie estudiantine de l'époque.

C'est seulement lors de la répétition, lors de la crise de 2001, des comportements de voyous de la part des ex-militants qui allaient constituer la

1) Ces campagnes abjectes contre Rosa Luxemburg constituaient, en quelque sorte, les préparatifs de son assassinat sur ordre du gouvernement dirigé par le SPD lors de la semaine sanglante à Berlin en janvier 1919 et plus globalement les appels au pogrom contre les spartakistes lancés par ce même gouvernement.

2) Voir notre article "Le chemin vers la trahison de la social-démocratie allemande" dans le numéro spécial de la *Revue internationale* consacré à la Première Guerre mondiale

(http://fr.internationalism.org/revue-internationale/201409/9121/chemin-verstrahison-social-democratie-allemande).
3) Sur "l'affaire Chénier" voir notre article de la *Revue internationale* n° 28 "Convulsions actuelles du milieu révolutionnaire" (https://fr.internationalism.org/rinte28/mpp.htm), notamment les parties "Les difficultés organisationnelles" et "Les récents événements".

FICCI que le CCI a compris la nécessité d'une réappropriation théorique des acquis du marxisme sur la question de la morale. Il aura fallu plusieurs décennies pour que nous commencions à réaliser la nécessité de combler cette faille. Et c'est à partir de notre dernière crise que le CCI a commencé une réflexion pour mieux comprendre ce que voulait dire Rosa Luxemburg lorsqu'elle affirmait que "le parti du prolétariat est la conscience morale de la révolution".

Le mouvement ouvrier dans son ensemble a négligé cette question. Le débat à l'époque de la Deuxième Internationale n'a jamais été suffisamment développé (notamment sur le livre de Kautsky Éthique et conception matérialiste de l'Histoire) et la perte morale a été un élément décisif dans sa dégénérescence. Bien que les groupes de la Gauche communiste aient eu le courage de défendre pratiquement les principes moraux prolétariens, ni Bilan, ni la GCF n'ont traité de cette question de facon théorique. Les difficultés du CCI sur ce plan doivent donc être vues à la lumière des insuffisances du mouvement révolutionnaire au cours du XX^e siècle.

Aujourd'hui, le risque de dégénérescence morale des organisations révolutionnaires est aggravé par les miasmes de la putréfaction et de la barbarie de la société capitaliste. Cette question ne concerne pas seulement le CCI mais aussi les autres groupes de la Gauche communiste.

Après notre dernière Conférence extraordinaire qui s'était attachée à identifier la dimension morale de la crise du CCI, le Congrès s'est donné comme objectif de discuter de sa dimension intellectuelle. Tout au long de son existence, le CCI n'a cessé de signaler régulièrement ses difficultés sur le plan de l'approfondissement des questions théoriques. La tendance à perdre de vue le rôle que doit jouer notre organisation dans la période historique présente, l'immédiatisme dans nos analyses, les tendances activistes et ouvriéristes dans notre intervention, le mépris pour le travail théorique et de recherche de la vérité ont constitué le terreau pour le développement de

Notre sous-estimation récurrente de l'élaboration théorique (et particulièrement sur les questions organisationnelles) trouve ses sources dans les origines du CCI : l'impact de la révolte estudiantine avec sa composante académiste (de nature petite-bourgeoise) à laquelle s'est opposée une tendance activiste "ouvriériste" (de nature gauchisante) qui confondait anti-académisme et mépris de la théorie. Et cela dans une atmosphère de contestation infantile de l'"autorité" (représentée par le "vieux" MC). À partir de la fin des années 1980, cette sous-estimation du travail théorique de l'organisation a été alimentée par l'ambiance délétère de la décomposition sociale qui tend à détruire la pensée rationnelle au profit de croyances et préjugés obscurantistes, qui substitue la "culture du ragot" à la culture de la théorie (4). La perte de nos acquis (et le danger de sclérose qu'elle comporte) est une conséquence directe de ce manque de culture de la théorie. Face à la pression de l'idéologie bourgeoise, les acquis du CCI (que ce soit sur le plan programmatique, de nos analyses ou organisationnels) ne

a) "Les différents éléments qui constituent la force du prolétariat se heurtent directement aux diverses facettes de cette décomposition idéologique :

 l'action collective, la solidarité, trouvent en face d'elles l'atomisation, le "chacun pour soi", la "débrouille individuelle";

 le besoin d'organisation se confronte à la décomposition sociale, à la déstructuration des rapports qui fondent toute vie an actifét. peuvent se maintenir que s'ils sont enrichis en permanence par la réflexion et le débat théorique.

Le Congrès a souligné que le CCI est toujours affecté par son "péché de jeunesse", l'immédiatisme, qui nous a fait perdre de vue, de façon récurrente, le cadre historique et à long terme dans lequel s'inscrit la fonction de l'organisation. Le CCI a été constitué par le regroupement de jeunes éléments qui se sont politisés au moment d'une reprise spectaculaire des combats de classe (en Mai 68). Beaucoup d'entre eux avaient l'illusion que la révolution était déjà en marche. Les plus impatients et immédiatistes se sont démoralisés et ont abandonné leur engagement militant. Mais cette faiblesse s'est également maintenue parmi ceux qui sont restés dans le CCI. L'immédiatisme continue à nous imprégner et s'est manifesté en de nombreuses occasions. Le Congrès a pris conscience que cette faiblesse peut nous être fatale car, associée à la perte des acquis, au mépris de la théorie, elle débouche inévitablement sur l'opportunisme, une dérive qui vient toujours saper les fondements de l'organisation.

Le Congrès a rappelé que l'opportunisme (et sa variante, le centrisme) résulte de l'infiltration permanente de l'idéologie bourgeoise et petitebourgeoise au sein des organisations révolutionnaire nécessitant une vigilance et un combat permanents contre le poids de ces idéologies. Bien que l'organisation des révolutionnaires soit un "corps étranger", antagonique au capitalisme, elle surgit et vit au sein de la société de classes et est donc en permanence menacée par l'infiltration des idéologies et pratiques étrangères au prolétariat, par des dérives remettant en cause les acquis du marxisme et du mouvement ouvrier. Au cours de ces 40 années d'existence, le CCI a dû constamment défendre ses principes et combattre en son sein, à travers des débats difficiles, toutes ces idéologies qui se sont manifestées, entre autres. par des déviations gauchistes, modernistes, anarcho-libertaires, conseillis-

Le Congrès s'est penché également sur les difficultés du CCI à surmonter une autre grande faiblesse de ses origines : l'esprit de cercle et sa manifestation la plus destructrice l'esprit de clan (5). Cet esprit de cercle constitue, comme le révèle toute l'histoire du CCI, un des poisons les plus dangereux pour l'organisation. Et cela pour différentes raisons. Il porte en lui la transformation de l'organisation révolutionnaire en simple regroupement d'amis, dénaturant ainsi sa nature politique comme émanation et instrument du combat de la classe ouvrière. À travers la personnalisation des questions politiques, il sape la culture du débat et la clarification des désaccords à travers la confrontation, cohérente et rationnelle, des arguments. La constitution de clans ou de cercles d'amis s'affrontant à l'organisation ou à certaines de ses parties détruit le travail collectif, la solidarité et l'unité de l'organisation. Du fait qu'il est alimenté par des démarches émotionnelles, irrationnelles, par des rapports de force, des animosités personnelles, l'esprit

 la confiance dans l'avenir et en ses propres forces est en permanence sapée par le désespoir général qui envahit la société, par le nihilisme, par le "no future";

la conscience, la lucidité, la cohérence et l'unité de la pensée, le goût pour la théorie, doivent se frayer un chemin difficile au milieu de la fuite dans les chimères, la drogue, les sectes, le mysticisme, le rejet de la réflexion, la destruction de la pensée qui caractérisent notre époque" (Revue internationale nº 62, "La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme", point 13 (http://fr.internationalism.org/rinte62/decompo.htm).

5) Voir la note 12 de la première partie, *RI* nº 456

de cercle s'oppose au travail de la pensée, à la culture de la théorie au profit de l'engouement pour les ragots, les commérages "entre amis" et la calomnie, sapant ainsi la santé morale de l'organisation.

Le CCI n'a pas réussi à se débarrasser de l'esprit de cercle malgré tous les combats qu'il a menés au cours de ses quarante années d'existence. La persistance de ce poison s'explique par les origines du CCI qui s'est constitué à partir de cercles et dans une ambiance "familialiste" ou les affects (sympathies ou antipathies personnelles) prennent le pas sur la nécessaire solidarité entre les militants luttant pour la même cause et rassemblés autour d'un même programme. Le poids de la décomposition sociale et la tendance au "chacun pour soi", aux démarches irrationnelles, a encore aggravé cette faiblesse originelle. Et surtout, l'absence de discussions théoriques approfondies sur les questions organisationnelles n'a pas permis à l'organisation dans son ensemble de surmonter cette "maladie infantile" du CCI et du mouvement ouvrier. Le Congrès a souligné (en reprenant le constat déjà fait par Lénine en 1904 dans son ouvrage Un pas en avant, deux pas en arrière) que l'esprit de cercle est véhiculé essentiellement par la pression de l'idéologie de la petite

bourgeoisie.

Pour affronter toutes ces difficultés, et face à la gravité des enjeux de la période historique actuelle, le Congrès a mis en évidence que l'organisation doit développer un esprit de combat contre l'influence de l'idéologie dominante, contre le poids de la décomposition sociale. Cela signifie que l'organisation révolutionnaire doit lutter en permanence contre le routinisme, la superficialité, la paresse intellectuelle, le schématisme, développer l'esprit critique en identifiant avec lucidité ses erreurs et insuffisances théoriques.

Dans la mesure où "la conscience socialiste précède et conditionne l'action révolutionnaire de la classe ouvrière" (Internationalisme, "Nature et fonction du parti politique du prolétariat"), le développement du marxisme est la tâche centrale de toutes les organisations révolutionnaires. Le Congrès a dégagé comme orientation prioritaire pour le CCI, le renforcement collectif de son travail d'approfondissement, de réflexion en se réappropriant la culture marxiste de la théorie dans tous nos débats internes.

En 1903, Rosa Luxemburg déplorait ainsi l'abandon de l'approfondissement de la théorie marxiste : "C'est seulement dans le domaine économique qu'il peut être plus ou moins question chez Marx d'une construction parfaitement achevée. Pour ce qui est, au contraire, de la partie de ses écrits qui présente la plus haute valeur, la conception matérialiste, dialectique de l'histoire, elle ne reste qu'une méthode d'enquête, un couple d'idées directrices générales, qui permettent d'apercevoir un monde nouveau (...) Et pourtant, sur ce terrain aussi, à part quelques petites recherches, l'héritage de Marx est resté en friche. On laisse rouiller cette arme merveilleuse. La théorie même du matérialisme historique est encore aujourd'hui aussi schématique, aussi peu fouillée que lorsqu'elle nous est venue des mains de son créateur. (...) Penser aue la classe ouvrière, en pleine lutte, pourrait, grâce au contenu même de sa lutte de classe, exercer à l'infini son activité créatrice dans le domaine théorique, serait se faire illusion" ("Arrêt et progrès du marxisme").

Le CCI est aujourd'hui dans une période de transition. Grâce au bilan critique qu'il a engagé, à sa capacité à examiner ses faiblesses, à reconnaître ses erreurs, il est en train de faire une critique radicale de la vision de l'activité militante que nous avions jusqu'à présent, des rapports entre les militants et des militants à l'organisation, avec comme ligne directrice la question de la dimension intellectuelle et morale de la lutte du prolétariat. C'est donc dans une véritable "renaissance culturelle" que nous devons nous engager pour pouvoir continuer à "apprendre" afin d'assumer nos responsabilités. C'est un processus long et difficile, mais vital pour l'avenir.

La défense de l'organisation face aux attaques contre le CCI

Tout au long de son existence, le CCI a dû mener des combats permanents pour la défense de ses principes, contre la pression idéologique de la société bourgeoise, contre les comportements anti-prolétariens ou les manœuvres d'aventuriers sans foi ni loi. La défense de l'organisation est une responsabilité politique et aussi un devoir moral. L'organisation révolutionnaire n'appartient pas aux militants, mais à l'ensemble de la classe ouvrière. C'est une émanation de sa lutte historique, un instrument de son combat pour le développement de sa conscience en vue de la transformation révolutionnaire de la société.

Le Congrès a porté l'insistance sur le fait que le CCI est un "corps étranger" au sein de la société, antagonique et ennemi du capitalisme. C'est justement pour cela que la classe dominante s'intéresse de près à nos activités depuis le début de notre existence. Et cette réalité n'a rien à voir avec de la paranoïa ou la "théorie du complot". Les révolutionnaires ne doivent pas avoir la naïveté des ignorants de l'histoire du mouvement ouvrier et encore moins céder aux chants de sirène de la démocratie bourgeoise (et de sa "liberté d'expression"). Si aujourd'hui, le CCI n'est pas soumis à la répression directe de l'État capitaliste, c'est parce que nos idées sont très minoritaires et ne représentent aucun danger immédiat pour la classe dominante. Tout comme Bilan et la GCF, nous nageons "à contre-courant". Cependant, même si le CCI n'a aujourd'hui aucune influence directe et immédiate dans le cours des luttes de la classe ouvrière, en diffusant ses idées, il sème les graines pour le futur. C'est pour cela que la bourgeoisie est intéressée à la disparition du CCI qui est la seule organisation internationale centralisée de la Gauche communiste ayant des sections dans différents pays

C'est aussi ce qui attise la haine des éléments déclassés (6) qui sont toujours à l'affût des "signes annonciateurs" de notre disparition. La classe dominante ne peut que jubiler de voir toute une constellation d'individus se réclamant de la Gauche communiste s'agiter autour du CCI (à travers des blogs, sites, forum Internet, Facebook et autres réseaux sociaux) pour colporter des ragots, des calomnies contre le CCI, des attaques ordurières et des méthodes policières ciblant, de façon répétée et *ad nauseam*, certains de nos militants.

Le Congrès a souligné que la recrudescence des attaques contre le CCI de ce milieu parasite ⁽⁷⁾, qui cherche à récupérer et dénaturer le travail militant des groupes de la Gauche communiste, est une manifestation de la putréfaction de la société bourgeoise.

Le Congrès a pris toute la mesure de la dimension nouvelle qu'a prise le parasitisme depuis le début de la période de décomposition. Son objectif, avoué ou non, vise aujourd'hui non seulement à semer le trouble et la confusion, mais surtout à stériliser

(suite page 4)

⁶⁾ Voir notre texte "Construction de l'organisation des révolutionnaires : thèses sur le parasitisme" (et notamment le point 20) publié dans la *Revue internationale* n° 94 (https://fr.internationalism.org/rinte94/parasitisme.htm)

⁷⁾ Voir nos "Thèses sur le parasitisme", cf. note précédente.

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org **E-mail**: france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte

Révolution internationale, 3 numéros : 5 € pack *Révolution internationale* (3 numéros) + *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple Révolution internationale (11 numéros)

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	20,5 €
PAR AVION DOM/TOM	21,5 €

Abonnement simple Revue internationale (4 numéros)

FRANCE	18,5 €
ETRANGER	17 €
PAR AVION DOM/TOM	18,5 €

Abonnement couplé : journal + revue

$11 \text{ n}^{\text{os}} + 4 \text{ n}^{\text{os}}$	
FRANCE	35 €
ETRANGER	38 €
PAR AVION DOM/TOM	38 €

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les soit déposée dans les librairies ou dans les faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos un suivi régulier de la diffusion. sympathisants qui désirent collaborer à Au-delà des discussions que nous pouquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. ticles que nous y publions. Enfin, nous avons besoin que notre presse

révolutionnaires doivent faire face à des kiosques, et il est souhaitable que toutes tâches gigantesques. C'est pourquoi nous les énergies se mobilisent pour effectuer

Abonnement

Aux lecteurs qui

souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités

abonnement à 3 : 45 €

abonnement à 2 : 31 €

Ecrivez-nous

pour mettre au point

d'autres possibilités.

à 5 : 73 €

à 3 : 45 €

diffuseur

suivantes: Révolution

Revue

internationale

internationale

la diffusion de nos publications, comme vons avoir lors de nos réunions publiques certains nous l'ont déjà proposé. Les in- et permanences, nous appelons donc viformations dont ils peuvent disposer sur vement nos lecteurs à nous écrire, soit ce qui se passe autour d'eux, les comp- par courrier classique, soit par e-mail ou tes rendus des discussions qu'ils peuvent encore, en utilisant la nouvelle fonctionavoir dans les rangs ouvriers nous seraient nalité de notre site internet qui permet de également utiles, vu les difficultés aux- placer vos commentaires à la suite des ar-

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe naires. Elle participe pleinement de la déaussi par des souscriptions. Nous avons fense des intérêts de la classe dont dépend ouvert une souscription permanente pour l'avenir de l'humanité. le soutien de notre journal et de notre in-

la classe dominante et de son État pour contre ses moyens de propagande et d'inassurer la défense des intérêts du capital, toxication idéologiques. l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. venues au compte de RI (C.C.P. 523544Y Lecteurs, votre souscription est un acte - Rouen) ou peuvent être versées lors de politique conscient de solidarité et de nos interventions. soutien à la défense des idées révolution-

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à Contrairement aux organisations bour- ses côtés dans le combat contre les mengeoises qui bénéficient de subventions de songes et mystifications de la bourgeoisie,

Vos contributions sont donc les bien-

Courant Communiste International Hiver 2016 21e Congrès du CCI 40 ans après la fondation du CCI Quel bilan et quelles perspectives pour notre activité ? nternati

156

3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can Parait tous les 6 mois

La notion de Fraction

Rapport sur le rôle du CCI en tant que "Fraction

dans l'histoire du mouvement ouvrier

Rapport sur la lutte de classe

Résolution sur la situation internationale



RÉUNIONS PUBLIQUES

Pour connaître le thème, rendez-vous sur notre site web fr.internationalism.org

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale

Mail Boxes 153 108, rue Damremont 75018 Paris

Acción Proletaria

Ecrire à l'adresse postale de Révolution internationale

Internationalisme

BP 94, 2600 Berchem **BELGIQUE**

Internationalism

PO Box 90475 Brooklyn, NY 11209 – USA

Internacionalismo

Changement d'adresse postale: voir ci-contre.

International Revolution

IR. Box 21106. 10031 Stockholm - SUEDE

Rivoluzione internazionale

CP 469, 80100 Napoli **ITALIE**

Wereld Revolutie

P.O. Box 339 2800 AH Gouda - PAYS BAS

World Revolution

BM Box 869, London WCI N 3XX GRANDE-BRETAGNE

World Revolution

AUSTRALIE Ecrire à l'adresse postale en Grande-Bretagne

Weltrevolution

Postfach 410308 50863 Köln **ALLEMAGNE**

Weltrevolution

Postfach 2216 CH-8026 Zürich SUISSE

Revolución Mundial

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600 Distrito Federal, Mexico **MEXIQUE**

Communist Internationalist

(publication en langue hindi) POB 25, NIT, Faridabad 121 00 HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)

La décadence du capitalisme

(2,5 + 2,11 / 4)

Les syndicats contre la classe ouvrière

(2,5 + 2,11 / 4)

Nation ou classe

(3 + 2,11 / 4)

Le trotskisme contre la classe ouvrière

(4,5 + 2,11 / 4)

Organisation communiste et conscience de classe

(4 + 2,11 / 4)

Guerre du Golfe

(2,5 + 2,11 / 4)

L'État dans la période de transition

(3 + 2, 11 / 4)

La Gauche communiste d'Italie (8 + 3,77 / 6)

La Gauche hollandaise

(12 + 3,77 / 6)

La Gauche communiste de France (4 + 2,11 / 4)

L'effondrement du stalinisme

(3 + 2,11 / 4)

La Révolution russe

(2,5 + 2,11 / 4)

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988

(2 + 2,11 / 4)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (2 + 2,11 / 4)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital

(4.5 + 2.11 / 4)

Comment le PCF est passé au service du capital

(3 + 2,11 / 4)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme. pas du communisme

(3 + 2,11 / 4)

Octobre 17

(3 + 2,11 / 4)

Le communisme n'est pas un bel idéal...

... mais une nécessité matérielle

... il est à l'ordre du jour de l'histoire (3 + 2,11 / 4)

Les élections : un piège pour la classe ouvrière

(2 + 2, 11 / 4)

SOUSCRIPTIONS

Section Nord

Marché clos St-Marc de Rouen D, 100 €.

B, 6 €; Ra, 100 €; Olg, 200 €; Dan, 20 €; Luc, 15 €; Chris, 30 €; Bet, 30

Total: 501 €

APPEL A SOUSCRIPTION

tions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le l'avenir de l'humanité. soutien de notre journal et de notre intervention.

de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propala défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire gande et d'intoxication idéologiques. ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe interventions.

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscrip- pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI souscription est un acte politique conscient de solidarité et de (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

des conditions politiques Venezuela. été fermée actuelles d'envoyer à BP du Nous demandons aux lecteurs leur courrier CCI en France ou par e-mail à venezuela@internationalism.org.

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LA POLITIQUE ALLEMANDE ET LE PROBLÈME DES RÉFUGIÉS (I)

Un jeu dangereux avec le feu

L'article qui suit, réalisé par *Welt Revolution*, organe de presse du CCI en Allemagne, est une contribution sur la question des réfugiés, telle qu'elle se pose aujourd'hui dans ce pays. Certains aspects de l'analyse ne sont pas facilement transférables à d'autres pays d'Europe. Par exemple, le problème démographique traité dans cet article se présente autrement en Espagne ou en Italie où il existe un fort taux de chômage des jeunes malgré un faible taux de natalité. En raison du poids économique et politique de l'Allemagne dans l'Union européenne et dans le monde, cet article a son importance en dehors des frontières nationales. Nous publions ci-dessous la première partie de l'article disponible dans son intégralité sur le site internet du CCI.

T orsque, début septembre, la chan-L celière Merkel ouvrit largement, et de façon aussi fracassante que soudaine, les portes de la Terre promise allemande (plus ou moins ouvertes depuis) aux milliers de réfugiés campant dans des conditions indignes dans la gare centrale de Budapest et ses environs, lorsqu'elle défendit avec des paroles pleines d'émotion l'ouverture des frontières pour les réfugiés syriens face aux critiques émanant de son propre camp et qu'elle déclara malgré les protestations de plus en plus ouvertes de la part des communes littéralement débordées qu'il n'y avait pas de limite supérieure maximale à l'accueil de réfugiés politiques, le monde entier se demanda pourquoi Merkel, plutôt réputée "réfléchir en fonction des conséquences" et soupeser toutes ces conséquences avant d'agir, s'engageait dans cette "aventure". Car en fait, c'est une équation avec un bon nombre d'inconnues qui se présente à la grande coalition. Il se pose ainsi la question de comment stopper le flot des réfugiés; il y a peu encore, il était question de 800 000 réfugiés devant arriver en Allemagne cette année; des pronostics avançaient même qu'il s'agirait au moins d'un million et demi de réfugiés. Merkel semble également, ce qui est inhabituel, avoir mal calculé l'effet de la politique de la main tendue sur la population locale; pour la première fois depuis une éternité, elle a, selon les sondages, régressé dans les faveurs de l'électorat et elle a même été dépassée par un social-démocrate (le ministre des Affaire étrangères, Steinmeier). Elle rend un bien mauvais service à l'endiguement du populisme d'extrême-droite; le flot sans fin des réfugiés

majoritairement musulmans apportant de l'eau au moulin d'Alternative für Deutschland (AfD) ⁽¹⁾ qui a rattrapé dans les sondages, du moins en Thuringe, la troisième force politique, le SPD.

Pourquoi le gouvernement de coalition sous la direction de Merkel et Gabriel (2) s'est-il engagé dans un jeu aussi périlleux? S'agit-il d'une réponse au Merkel-bashing (3) dans le contexte de la crise grecque pour améliorer son image ou même par pur sentimentalisme? Peut-être l'attendrissement de Merkel, lors de son dernier "Townhall-meeting" concernant le sort de cette petite fille palestinienne menacée d'expulsion ou l'émotion débordante de Gabriel à propos du sort non moins cruel d'une famille syrienne dans le camp de réfugiés qu'il visitait en Jordanie, étaient-ils sincères. Même les

1) Alternative pour l'Allemagne est un parti eurosceptique créé en 2013, suite aux politiques présentées comme sans alternatives menées lors de la crise de la dette dans la zone euro, il est surnommé le "parti des professeurs" car comptant parmi ses membres fondateurs de très nombreux professeurs d'économie, de finances publiques et de droit. Se présentant comme anti-euro mais pas anti-Europe, sa proposition phare est la dissolution progressive de la zone euro. Les membres du parti (qui se revendique d'être "ni de droite ni de gauche") sont unis par le sentiment que l'Allemagne a trop payé pour les autres, notamment dans les fonds de secours pour la zone euro, et réclament le retour du mark. Il ne demande pas tant que l'Allemagne quitte la zone euro, mais que ceux qui ne respectent pas la discipline budgétaire puissent le faire (d'après Wikipédia) (NdT).

2) Ministre de l'Économie (NdT).

3) Angela Merkel étant la personnalité servant alors de cible favorite de toutes les critiques (NdT).

politiciens bourgeois ont, c'est bien connu, une vie affective...

À notre avis, la politique de la porte ouverte a, de façon prépondérante, des causes plus bassement matérielles, et de loin. Elle a des motifs qui ne sont pas aussi altruistes et désintéressés que l'engagement des nombreux bénévoles au sein de la population, sans lesquels le chaos qui règne dans les centres d'accueils pour les demandeurs d'asile serait sans commune mesure encore bien plus grand. Ses mobiles ont une importance qui dépasse largement les risques et les effets induits d'une telle politique. Examinons en détail les objectifs secrètement poursuivis par la "politique de l'ouverture des frontiè-

Les avantages économiques

Depuis des années déjà, le thème du "problème démographique" hante les médias. D'après l'Institut fédéral de statistiques, la République fédérale est menacée par le vieillissement et la baisse de la population nationale qui décroîtrait de sept millions d'habitants pour tomber à 75 millions en 2050. Déjà, depuis la réunification en 1989, la population de l'ensemble de l'Allemagne a décru de trois millions, en particulier du fait de la chute dramatique du taux de natalité dans l'Est de l'Allemagne. Comme le montre la nombreuse littérature de ces dernières années s'y rapportant, il est clair pour la bourgeoisie allemande que si ce processus n'était pas enrayé et devait se poursuivre, il déboucherait à long terme sur une considérable perte d'influence et de prestige du capitalisme allemand, tant sur les plans économique et militaire que politique.

Déjà aujourd'hui, le manque de main-d'œuvre qualifiée constitue un frein à la conjoncture au demeurant forte de l'économie allemande. Dans environ un sixième de toutes les branches professionnelles, le manque de personnel qualifié prend une telle envergure qu'il met à mal la compétitivité de bon nombre d'entreprises, à en croire les dires des cadres. Selon une étude de Prognos AG ("Ar-

beitslandschaft 2030"): "en 2015, il manque un bon million de diplômés du supérieur - 180 000 de plus que le nombre auquel s'attendaient les économistes pour cette même année, avant l'arrivée des réfugiés. Concernant la main-d'œuvre professionnellement qualifiée, le trou est toujours estimé à 1,3 million. Et il va même manquer aux entreprises environ 550000 ouvriers sans qualification en 2015" (4). En Allemagne de l'Est, le manque de personnel qualifié entraîne d'ores et déjà le cercle vicieux suivant : la fuite de la main-d'œuvre jeune vers l'Allemagne de l'Ouest, au taux constamment supérieur à celui des arrivants, provoque la fermeture de petites et moyennes entreprises, ce qui à son tour accélère encore le processus de départ.

Dans cette situation, le flux de nombreux réfugiés de guerre de ces dernières semaines constitue une véritable manne céleste pour l'économie allemande. Et cette dernière se montre très reconnaissante : Telekom offre son aide pour le logement et le ravitaillement des réfugiés ainsi qu'un soutien personnalisé vis-à-vis des instances officielles, Audi a dépensé un million d'euros dans des initiatives en faveur des réfugiés, Daimler et Porsche envisagent de créer des places d'apprentis pour les jeunes réfugiés, Bayer soutient les initiatives de ses employés en faveur des réfugiés. Il va de soi que la "responsabilité sociale" dont se targuent les entreprises sert en réalité leurs intérêts. Il s'agit tout bonnement de tirer profit du potentiel d'exploitation que recèlent les réfugiés.

En particulier, les réfugiés syriens représentent une source intéressante de capital humain dont les entreprises ont un besoin pressant. Premièrement, ils sont dans leur grande majorité jeunes; ils pourraient ainsi contribuer à rajeunir la pyramides des âges dans les entreprises et – en général – faire baisser la moyenne d'âge de la société. Deuxièmement, les réfugiés syriens sont clairement mieux formés que d'autres réfugiés, comme le mon-

4) Handelsblatt, 9 octobre 2015.

trent les enquêtes de l'Office fédéral pour la migration et les réfugiés (5). Plus d'un quart d'entre eux possède une formation de niveau supérieur et représente une source particulièrement lucrative de main-d'œuvre, dont les qualifications d'ingénieurs, de techniciens, de médecins, de personnel soignant entre autres sont ici ardemment recherchées. Les entreprises allemandes profitent même de ces réfugiés à un double point de vue : tout d'abord, cela leur permet de combler les déficits en main-d'œuvre; ensuite le capital allemand tire avantage de l'effet (thématisé dans les années 70 sous le terme de "brain drain") de siphonage de la main-d'œuvre hautement qualifiée dans le tiers-monde permettant de s'épargner une part considérable de ses coûts de reproduction (c'est-à-dire les coûts d'éducation, d'école, d'université, etc.) au détriment des pays d'origine.

Venons-en au troisième avantage rendant les réfugiés syriens à ce point attractifs pour l'économie allemande. Il s'agit de l'extraordinaire motivation de ces êtres humains qui fascine tant les chefs de l'économie, tel le président de Daimler, Dieter Zetsche. La mentalité de ces êtres humains complètement impuissants, exposés durant des années à la terreur des bombes incendiaires d'Assad et à l'horreur de l'État islamique, qui ont tout perdu de leur vie antérieure et vécu la terrible expérience de la fuite vers l'Europe, en fait des proies reconnaissantes pour le système d'exploitation capitaliste. Échappés de l'enfer, ils sont prêts à trimer durement pour de petits salaires, tout en pensant que, pour eux, tout ne peut aller que mieux. C'est exactement avec la même mentalité que les Trümmerfrauen ("les femmes des décombres") (6) qui, plutôt que de se

5) Bundesamt für Migration und Flüchtlinge – BAMF.

les femmes des décombres désignent les femmes allemandes et autrichiennes, souvent veuves ou dont les maris sont absents (soldats prisonniers, disparus ou invalides), qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, reprennent les villes en

(suite page 5)

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petitebourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein

du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.